

La police scientifique à Luc-En-Diois

Que s'est il passé lundi matin à Luc en Diois ? Un crime a t-il été commis ? Assistait-on au tournage d'une mauvaise série télé ? Les experts à Luc, ou la rencontre de la techno-police et de la ruralité au cœur de la biovallée.

De nombreux gendarmes arrivés dans deux véhicules y ont été vus lundi 23 novembre 2020, s'affairant autour des panneaux d'affichage libre de la commune. Après avoir enfilé des gants à usage unique, ils ont sorti d'une grosse mallette noire différents accessoires dont ils ont usé pour procéder à divers prélèvements sur..... des affiches.

Que pouvaient-elles bien contenir, qui puisse mériter une telle dépense de l'argent public ? La révélation de contrat secrets de ventes d'armes de la France à l'Arabie Saoudite pour bombarder les populations civiles yéménites ? Des informations inédites sur le financement de groupes terroristes djihadistes par des multinationales françaises du bâtiment ? L'annonce de l'organisation d'un tournoi clandestin de bridge dans les caves d'une maison de retraite ? La recette exclusive de la caillette, fierté gastronomique locale ?

Que nenni ! L'une d'elle, distribuée par la mairie dans les commerces locaux et affichée également sur les panneaux d'information municipaux, invitait la population à participer de façon libre et anonyme à une grande enquête indépendante sur « la qualité du lien entre la population et les forces de sécurité intérieure ». A coté, collées ou presque, peut être en guise de réponse, des photographies. On pouvait y voir des policiers frappant des manifestants désarmés et à terre, d'autres humiliant une classe de lycéen.ne.s, agenouillés et les mains sur la tête, ou d'autres encore qui pointent leurs flashball à hauteur de tête.

Ces photographies ont manifestement été interpellées par les gendarmes, elles avaient en tout cas disparu après leur intervention. Cachons ces violences que vous ne devez pas voir, semblent ainsi vouloir dire les représentants de la loi.

Mais la violence policière est une réalité gravée dans le marbre des pratiques de l'État français, et dans les chairs et les esprits de celles et ceux qui les subissent, directement ou non. Cette violence est abondamment documentée et dénoncée par des personnes ou organisations hautement subversives telles que :

- Le rapporteur des droits de l'homme
- Amnesty International
- l'Association Chrétienne pour l'Abolition de la Torture
- la Commission européenne des droits de l'homme
- Et tout récemment, l'ONU et la presse internationale

Elle touche principalement certaines catégories de la population, dont les plus précarisées et discriminées : les habitant.e.s des quartiers populaires, les personnes exilées ou encore les personnes qui manifestent. Blessures, mutilations, mort, traumatismes psychologiques, harcèlement, humiliations, la litanie est longue.

Liberté, égalité, fraternité. Salade, tomates, oignons, et dix balles et un mars. L'idéal républicain brandi compulsivement par les décideurs et commentateurs autorisés a du plomb dans l'aile, si tant est qu'il ait déjà existé autre part que dans leurs bouches et au fronton des édifices publics. Plus grand monde n'est dupe, du reste. Bref, des rapports et communiqués sont publiés, des enquêtes journalistiques fournies sont réalisées, des plaintes sont déposées, des collectifs de défense des victimes constitués, mais rien n'y fait. Bien au contraire, le gouvernement et les législateurs semblent s'enfoncer dans le déni et la provocation. La loi Sécurité globale, votée en fin de semaine à l'assemblée nationale vise à empêcher encore plus la possibilité de documenter ces violences, tout en étendant considérablement la surveillance de la population, au moyen de drones, caméras de surveillance, reconnaissance faciale et autres merveilles technologiques. Lorsque la police s'affranchit de toute possibilité de contrôle de son action par sa population, la société s'en trouve livrée à l'arbitraire et à l'autoritarisme.

La barque sur laquelle nous sommes toutes et tous embarqué.e.s n'en finit plus de dériver. Le pacte social n'est plus qu'un vague souvenir. Et dans cette fuite en avant, ceux qui prétendent nous gouverner n'ont autre chose que la peur, la division, la soumission et la force à nous promettre.

Revenons à Luc, paisible bourgade de 500 âmes. Faut il s'attendre dans cette affaire à des convocations, perquisitions ou autres intimidations ? S'agit il d'une manœuvre de fichage, caractéristique de l'action d'une police politique ? L'exposition de ces photographies a t-elle provoqué la colère d'un délateur zélé, pourfendeur de la liberté d'expression, qui aurait averti les forces de l'ordre ?

Et où est le problème ? Que ces scènes se soient produites ? Qu'elles aient été immortalisées par l'œil d'une caméra ? Qu'elles aient été exposées en place publique ? Pour conclure, une question : aurons nous la volonté, la force et les moyens de nous arracher, collectivement, aux racines de cette violence, et à la spirale sans fond vers laquelle elle est en train de nous entraîner, toutes et tous ?